



Rapport financier semestriel 2021
du Groupe EPC

Rapport d'activité semestriel 1er semestre 2021

Le 29 septembre 2021

Le Conseil d'Administration d'EPC s'est réuni, le 29 septembre 2021, sous la présidence de Monsieur Olivier OBST, pour examiner les comptes du 1^{er} semestre 2021.

1. Activité en hausse de plus de 17% à taux de change et périmètre constant sur le premier semestre

L'Activité Consolidée du Groupe¹ au 30 juin 2021 s'élève à 199 M€ en hausse de 17,4% par rapport au premier semestre 2020. Cette évolution traduit l'excellent dynamisme des activités explosifs et démolition partiellement compensé par la forte baisse de l'activité additifs-diesels qui rencontre des difficultés depuis le début de l'année.

Le Chiffre d'Affaires Consolidé (c'est-à-dire hors contribution des sociétés mises en équivalence) au 30 juin 2021 s'établit à 182,7 M€ contre 154,8 M€ en 2020, en hausse de 17,6% à taux de change et périmètre constants, en ligne avec les perspectives communiquées le 30 juillet 2021² :

En milliers d'euros			Variation		à fin juin 2019	T2 2021	T2 2020
	à fin juin 2021	à fin juin 2020	Réelle	à taux de change et périmètre constants			
Europe Méditerranée et Amérique	164 094	138 872	18,2%	17,3%	159 901	87 778	64 203
Afrique Asie Pacifique	34 886	30 569	14,1%	19,5%	29 820	18 296	14 420
Activité consolidée (yc co-entrepr	198 980	169 441	17,4%	17,7%	189 721	106 074	78 623
Europe Méditerranée et Amérique	157 767	134 208	17,6%	16,7%	153 616	83 932	62 030
Afrique Asie Pacifique	24 922	20 610	20,9%	23,7%	18 758	13 006	9 983
Activité consolidée (hors co-entre	182 689	154 818	18,0%	17,6%	172 374	96 938	72 013

* La variation à taux de change et périmètre constants est calculée en convertissant les chiffres 2020 aux taux de change moyens mensuels de 2021 et en ajoutant (ou en retranchant) aux chiffres 2020 les entrées (ou les sorties) de périmètre.

Le chiffre d'affaires sur 6 mois (hors joint-venture) s'établit en 2021 à 182,7 M€ contre 154,8 M€ en 2020 soit une hausse de 17,6%. Les deux zones géographiques participent à cette hausse. Il marque une progression de 4.9% par rapport à 2019.

¹ L'Activité Consolidée correspond au chiffre d'affaires des sociétés en intégration globale et à la quote-part du chiffre d'affaires des sociétés mises en équivalence (co-entreprises)

² Cf. Communiqué du 30 juillet 2021

Il faut noter que cette progression se réalise alors que l'activité **Additifs Diesels** est restée très faible ce trimestre avec un recul de plus de 10 M€. La résiliation du contrat par Innospec et un marché du carburant diesel resté faible ce trimestre expliquent cette baisse. Beaucoup d'acteurs ont utilisé leurs stocks d'additifs, conduisant à une demande particulièrement faible.

L'activité **Démolition** avait été très fortement impactée par le confinement au deuxième trimestre 2020. Le premier trimestre 2021 a été, par contre caractérisé par une forte activité grâce à la conclusion d'importants contrats fin 2020. Sur le premier semestre l'activité progresse de près de 50%.

L'**Economie Circulaire** qui avait été moins affectée, continue sa progression dans un marché soutenu par le durcissement des contraintes réglementaires liées au recyclage dans le bâtiment.

La zone Europe Méditerranée efface totalement la baisse d'activité de 2020 dans le secteur des **Explosifs** et du **Forage Minage** avec une croissance de près de 24% par rapport au premier semestre 2020.

En **France** et en **Belgique**, les carrières ont connu une forte activité dans un contexte porteur dans les travaux publics. Les travaux à l'export ont aussi été bien orientés avec le démarrage du chantier Singorobo en Côte d'Ivoire notamment.

L'**Espagne** et l'**Italie** ont rattrapé la baisse de marché enregistrée en 2020

La **Suède** a bénéficié du dynamisme de l'activité au Groenland ce trimestre.

Le **Maroc** a partiellement rattrapé le retard enregistré au premier trimestre grâce au démarrage de certains chantiers à l'export (port de Djibouti notamment). Cela ne compense pas la faiblesse du marché intérieur.

Avec une hausse de l'activité de plus de 5 millions d'euros sur 6 mois, le **Royaume-Uni** confirme sa très bonne performance dans un marché dynamique. Cette activité, qui présente des taux de marge plus élevés, permet de compenser les effets de la baisse d'activité dans les Additifs Diesel.

Avec une contribution de plus de près de 11 millions d'euros sur 6 mois, l'activité a été au rendez-vous chez **EPC Canada** tant dans le secteur minier que dans l'activité carrière, qui a été particulièrement bien orientée ce trimestre.

La **zone Afrique Asie Pacifique** qui avait été peu impactée par le COVID en 2020 affiche néanmoins une progression d'activité de plus de 14%.

La **Côte d'Ivoire** continue sa progression avec une activité en hausse de près de 17% sur le semestre. Tous les secteurs se sont bien comportés, notamment l'activité dans les mines d'or.

En **Guinée**, le deuxième trimestre a été plus porteur que le premier notamment chez Compagnie des Bauxites de Guinée qui est revenu sur un rythme de production soutenu dans un contexte de redémarrage du prix de la bauxite.

Le développement de la filiale au **Burkina Faso** se poursuit sur un rythme très élevé, le chiffre d'affaires atteint 3,4 M€ sur 6 mois.

L'activité est restée stable dans les autres pays d'Afrique

Au **Moyen Orient**, l'activité dans nos JV (Emirats et Arabie Saoudite) s'affiche en hausse de 4% sur le semestre. L'activité en Nouvelle Calédonie a repris à la suite de la réouverture de la mine de Goro.

2. Un résultat opérationnel courant (ROC) solide qui confirme la bonne capacité de rebond du Groupe EPC.

<i>En milliers d'euros</i>	1^{er} Semestre 2021	1^{er} Semestre 2020	1^{er} Semestre 2019
Produits des activités ordinaires	182 689	154 818	172 376
Résultat opérationnel courant incluant la part des mises en équivalence	11 407	1 734	8 316
Autres Produits et Charges Opérationnels	(561)	(503)	1 092
Perte de valeurs sur actifs et dépréciation des écarts d'acquisition	-	(16 431)	-
Résultat Opérationnel	10 846	(15 200)	7 224
Résultat Net	6 082	(18 129)	4 017
<i>dont part du Groupe</i>	<i>5 676</i>	<i>(18 329)</i>	<i>3 849</i>

Le Résultat Opérationnel courant progresse de 9,7 M€ en 2021. Le premier semestre 2020 avait concentré l'essentiel des impacts de la crise Covid 19 avec notamment les mesures de confinements dans de nombreux pays. Du fait des stocks et du rythme de mise à jour des indices de référence, l'augmentation des matières premières qui est intervenue à partir de janvier n'a que faiblement impacté les comptes du premier semestre.

L'amélioration de la rentabilité opérationnelle est particulièrement marquée sur la zone Europe Méditerranée Amérique qui voit son résultat progresser de 8,1 M€

La **Démolition** contribue pour moitié au redressement de la rentabilité de la zone. Malgré des marges tendues, le bon niveau d'activité et la bonne gestion contractuelle ont permis de légèrement dépasser les niveaux de 2019.

L'impact sur les marges de la très faible activité dans les **Additifs Diesel** a été partiellement compensé par les mesures de chômage partiel qui ont été mises en place par le gouvernement britannique. La très bonne tenue de l'activité explosifs (mieux margée) a permis de compenser cette baisse. La contribution du **Royaume Uni** est ainsi revenue à ses niveaux d'avant crise, tout comme pour l'**Irlande**.

La **France** bénéficie du redressement de l'activité qui porte sa rentabilité opérationnelle. L'export vers l'Afrique a également été un bon contributeur ce semestre.

Le **Canada** voit sa contribution s'améliorer de près de 600 k€. Les succès commerciaux se traduisent dans la marge. La filiale est en Ebitda positif depuis le mois de mai.

La **Suède** progresse à nouveau après une année 2020 qui avait déjà vu la rentabilité de la filiale s'améliorer. Le maintien d'une activité très élevée tant sur le marché intérieur qu'à l'export vers le Groenland sature les capacités ; un investissement significatif sur les lignes de production devra être envisagé à court terme pour accompagner cet excellent parcours.

Trois pays demeurent en difficulté : L'Espagne et l'Italie souffrent d'une demande qui reste faible dans un contexte très tendu sur les marges, les effets des plans de relance ne se font pas encore sentir sur le niveau d'activité. Le Maroc est également confronté à un problème d'activité. Par ailleurs, la mise en redressement judiciaire d'un client important dans le domaine des travaux publics a conduit à un provisionnement à 100% des créances sur ce débiteur.

La rentabilité de la zone **Afrique Asie Pacifique** qui n'avait que très marginalement été impactée par la COVID continue sa progression.

Les deux co-entreprises du Groupe au **Moyen Orient** (AREX et MCS) maintiennent un bon niveau de rentabilité, elle contribue pour près de 2 M€ au résultat de la zone.

L'**Afrique Sub-Saharienne** confirme son excellent parcours avec une progression de la rentabilité de près de 50% par rapport à l'année dernière dans un contexte porteur notamment dans le secteur minier.

La **Côte d'Ivoire** est le pays qui affiche les meilleures performances grâce à la dynamique de son marché intérieur notamment dans les mines d'or. La **Guinée** est restée un contributeur important grâce au bon niveau de production à la Compagnie des Bauxites de Guinée (CBG).

Le **Sénégal** a confirmé sa performance de l'an dernier dans l'attente de la mise en vigueur d'importants projets d'infrastructures qui sont attendus pour fin 2021.

Le **Résultat Opérationnel**, après prise en compte des frais liés aux opérations sur le capital (Honoraires, frais d'expertises), s'établit à 10,8 M€ contre une perte de (15,2 M€) en 2020 (pour mémoire 16,4M€ de perte de valeur sur actifs et de dépréciations des écarts d'acquisition avait été constatés à fin juin 2020 pour prendre en compte les impacts à long terme de la crise COVID).

Le **Résultat financier** s'améliore passant de (-2,4 M€) à (-1,9 M€) essentiellement du fait d'un résultat de change meilleur que l'an passé.

Après prise en compte de l'impôt (-2,9 M€), le **Résultat Net** part du Groupe ressort à 5,7 M€ au 30 juin 2020 contre (18,3 M€) en 2020.

3. Les opérations subséquentes à l'acquisition d'EJB par 4 décembre

Offre publique d'achat simplifiée visant les actions EPC

Le 16 février 2021, l'Autorité des marchés financiers (AMF) a déclaré conforme l'offre publique d'achat simplifiée visant les actions de la société EPC, déposée par Natixis, agissant pour le compte de la société anonyme EJ Barbier, le 18 décembre 2020³, à la suite de l'acquisition, le 17 décembre 2020, de la totalité du capital de la société E.J. Barbier par 4 Décembre⁴ et approuvé la note d'information de l'initiateur et la note en réponse de la Société.

A la suite de la diffusion de la note d'information de la société EJ Barbier et la note en réponse de la Société, et du dépôt et de la diffusion des informations mentionnées à l'article 231-28 du règlement général 5, l'AMF a publié, le 17 février 2021, le calendrier de l'offre⁶.

L'offre publique d'achat est restée ouverte du 18 février au 3 mars 2021 inclus.

Aucun titre n'a été apporté à l'OPA.

³ Cf. AMF - D&I 221C0373 du 16 février 2021

⁴ Cf. Communiqué du 17 décembre 2020

⁵ Cf. Note d'information de l'initiateur, Note en réponse de la Société, et documents Autres Informations de l'Initiateur et de la Société, publiés sur le site internet de la Société, rubrique OPA, ainsi que le Document d'enregistrement universel enregistré par l'AMF le 16 février 2021 sous le numéro R.21-003, publié sous la rubrique « Téléchargements ».

⁶ Cf. AMF – D&I 221C0381 du 17 février 2021

Autres opérations

Conformément à ses engagements, à la suite de la publication des résultats de l'OPA, EJB a demandé à la Société de convoquer une assemblée générale extraordinaire à l'effet de décider la conversion des parts de fondateur en actions nouvelles, ce dont le marché a été informé par un communiqué de la Société du 5 mars 2021.

Le 17 mars 2021, la Société a convoqué l'assemblée générale des actionnaires pour statuer, à titre extraordinaire, sur les opérations suivantes :

- Division de la valeur nominale des actions par 10 (5^{ème} résolution),
- Conversion des 29.473 parts de fondateur en 391.991 actions ordinaires de 3,10€ chacune de valeur nominale (6^{ème} résolution),
- Suppression des clauses statutaires relatives aux parts de fondateur (7^{ème} résolution),
- Augmentation de capital d'un montant de de 579.200,90€ par émission de 186.839 actions d'une valeur nominale de 3,10€ au prix unitaire de 40€ à libérer intégralement en espèces lors de la souscription (soit un montant brut d'émission, prime d'émission incluse, de 7.473.560€) (8^{ème} résolution).

L'assemblée générale de la Société, qui s'est tenue le 22 avril 2021, a approuvé l'ensemble des résolutions qui lui étaient soumises.

Division de la valeur nominale des actions

La division de la valeur nominale des actions est intervenue le 3 mai 2021. A cette date, le nombre des actions composant le capital social a été multiplié par 10 et le cours de l'action a été divisé par 10. Chaque actionnaire a reçu 10 actions nouvelles pour 1 action ancienne, sans avoir à accomplir aucune formalité. Cette opération n'a entraîné aucun frais à la charge des actionnaires. Les actions nouvelles jouissent des mêmes droits que les actions anciennes (sous réserve de la division par 10 de leur droit dans l'actif social). Les actions nouvelles émises en représentation d'actions anciennes inscrites au nominatif depuis 5 ans au moins ont conservé leurs droits de vote double.

Conversion des parts de fondateurs

Pour mémoire, conformément à la loi du 26 janvier 1929, le taux de conversion des parts de fondateur en actions a été définitivement déterminé par un collège d'experts composé du cabinet Ledouble, représenté par Madame Agnès Piniot, et de Monsieur Gilles Chodron de Courcel (cabinet Ricol Lasteyrie), tous deux commissaires aux comptes et expert inscrits près la Cour d'appel de Paris, désignés respectivement par le Conseil d'administration de la Société et par l'assemblée générale des porteurs de parts de fondateur.

Leur rapport, remis à la Société le 30 septembre 2020 et rendu public le 18 décembre 2020, a fixé le taux de conversion à 1,33 action pour 1 part de fondateur, sur la base d'un capital alors composé de 168.400 actions de 31€ chacune de valeur nominale.

La conversion a été décidée par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires le 22 avril 2021 sur la base d'un taux de conversion de 13,3 actions par part de fondateur correspondant au taux de conversion fixé par le Rapport du Collège d'Experts et ajusté à la suite de la division de la valeur nominale de l'action par 10 intervenue le 3 mai 2021, préalablement à la conversion des parts de fondateur en actions nouvelles.

L'AMF a approuvé, le 12 mai 2021, le prospectus établi par la Société en vue de l'admission sur le marché réglementé d'Euronext Paris des actions nouvelles émises en représentation des parts de fondateur. La date de conversion des parts de fondateur en actions a été fixée au 26 mai 2021.

Le 26 mai 2021, 391.991 nouvelles actions ordinaires d'une valeur nominale de 3,10 € ont été émises en représentation des 29.473 parts de fondateur existantes, qui ont été annulées. Le capital a été augmenté de 1.215.172,10 € ; il s'élève à 6.435.572,10€, divisé en 2.075.991 actions de 3,10€ chacune de valeur nominale. Chaque porteur de parts de fondateur a reçu, automatiquement et sans frais, un nombre entier d'actions nouvelles égal (i) au nombre de parts de fondateur qu'il détient (ii) multiplié par un taux de conversion de 13,3, et (iii) arrondi, le cas échéant, à l'unité inférieure.

Les parts de fondateur inscrites au nominatif ont été converties de plein droit en actions inscrites au nominatif et les parts de fondateur inscrites au porteur ont été converties de plein droit en actions au porteur. Le règlement-livraison des actions nouvelles est intervenu le 28 mai 2021.

Les actions nouvelles ont été, dès leur émission, admises aux négociations sur le marché réglementé d'Euronext Paris (compartiment C), sous le même code ISIN que les actions existantes (FR0014003AQ4). Elles sont entièrement assimilées aux actions anciennes.

Mécanisme de liquidité offert aux porteurs de parts de fondateur

Du 26 mai au 9 juin 2021 (inclus), les actionnaires, qui le souhaitent, ont pu exercer la promesse d'achat portant sur les actions émises en représentation de leurs parts de fondateur, qui leur a été consentie par E.J. Barbier, le 1er avril 2021, au prix de 40 euros par action correspondant au prix offert dans le cadre de l'OPA, ajusté pour tenir compte de l'opération de division par 10 de la valeur nominale des actions et de la multiplication par 10 du nombre d'actions composant le capital social d'EPC, conformément aux engagements pris par celle-ci dans le cadre de l'OPA (la « Promesse d'Achat »).

EJB a acquis 1.259 actions EPC dans le cadre de l'exercice de cette Promesse d'Achat par d'anciens porteurs de parts de fondateur.

Augmentation de capital

Conformément à la 8ème résolution approuvée par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires le 22 avril 2021, EPC a annoncé le lancement d'une augmentation de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription, le 4 juin 2021.

Résumé des principales caractéristiques de l'opération :

Montant brut total maximal : 7.473.560 euros

Nombre total maximal d'actions émises : 186.839 actions ordinaires

Prix de souscription par action : 40 euros à libérer en espèces intégralement à la souscription

Parité de souscription : 100 droits préférentiels de souscription donneront le droit de souscrire 9 actions nouvelles

Période de négociation des DPS : du 8 au 22 juin (inclus) 2021

Période de souscription de actions nouvelles : du 10 au 24 juin (inclus) 2021

Engagement de souscription de l'actionnaire majoritaire : à titre irréductible et réductible, à hauteur d'au moins 5.605.210 € (soit 75% de l'Augmentation de Capital).

Cette opération concrétise l'engagement de 4 Décembre d'apporter à la Société une somme de 5 millions d'euros afin de consolider sa structure de bilan et d'améliorer sa trésorerie. L'opération était ouverte à tous les actionnaires, qui peuvent souscrire, tant à titre irréductible qu'à titre réductible.

Le prix d'émission de chaque action nouvelle s'établit à 40 euros. La valeur nominale des actions étant de 3,10 euros, la prime d'émission par action nouvelle s'établit à 36,90 euros.

Le prix d'émission de 40 euros correspond :

- au prix de l'OPA, ajusté pour tenir compte de l'opération de division par 10 de la valeur nominale des actions.

- au prix de la Promesse d'Achat consentie par EJB aux actionnaires désireux de lui céder leurs actions émises en représentation de leurs parts de fondateur.

Le prix d'émission fait apparaître une décote de 17 % par rapport au cours moyen pondéré par les volumes de l'action EPC des 13 séances de cotation de la période du 3 mai 2021 (date de division de la valeur nominale) au 2 juin (inclus) qui s'élève à 48,21€ (le « Cours Moyen Pondéré »).

Les actionnaires qui ne souhaitent pas participer à l'opération pouvaient céder leur DPS sur le marché réglementé d'Euronext du 8 au 22 juin (inclus). Le règlement-livraison des actions nouvelles a eu lieu le 30 juin 2021.

L'augmentation de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription (« DPS ») des actionnaires d'un montant brut, prime d'émission incluse, de 7.473.560 euros, par émission de 186.839 actions nouvelles (les « Actions Nouvelles ») au prix unitaire de 40 euros par action nouvelle (soit 3,10 euros de valeur nominale et 36,90 euros de prime d'émission par action nouvelle) s'est clôturé le 24 juin 2021 a été intégralement souscrite.

A l'issue de la période de souscription, la demande totale s'est élevée à 282.934 actions, soit un taux de souscription de 151,43%. Le nombre d'Actions Nouvelles souscrites à titre irréductible a porté sur 182.925 Actions Nouvelles. La demande à titre réductible a porté sur 100.009 Actions Nouvelles et n'a en conséquence que partiellement été satisfaite à hauteur de 3.914 actions.

Sur la base d'un capital avant réalisation de l'Opération composé de 2.075.991 actions, un actionnaire détenant 20.760 actions, soit 1% du capital, et ne souscrivant pas à l'Augmentation de Capital a vu sa participation réduite à 0,92%.

Sur la base des capitaux propres résultant des comptes sociaux audités au 31 décembre 2020 et d'un capital avant réalisation de l'Opération composé de 2.075.991 actions dont il convient de déduire les 161.020 actions auto-détenues, l'incidence de l'émission des Actions Nouvelles sur la quote-part des capitaux propres sociaux par action est la suivante :

	Avant réalisation de l'Opération	Après réalisation à 100%
Capitaux propres sociaux au 31/12/2020 (en Euros)	82 131 471 €	82 131 471 €
Nombre d'actions émises	N/A	186 839
Augmentation des capitaux propres (en Euros)	N/A	7 473 560 €
Capitaux propres sociaux après émission (en Euros)	N/A	89 605 031 €
Nombres total d'actions (hors auto-détention)	1 914 971	2 101 810
Quote-part des capitaux propres par action (en Euros)	42,89 €	42,63 €

Sur la base des capitaux propres résultant des comptes consolidés audités au 31 décembre 2020 et d'un capital avant réalisation de l'Opération composé de 2.075.991 actions dont il convient de déduire les 161.020 actions auto-détenues, l'incidence de l'émission des Actions Nouvelles sur la quote-part des capitaux propres consolidés par action est la suivante :

	Avant réalisation de l'Opération	Après réalisation à 100%
Capitaux propres sociaux au 31/12/2020 (en KEuros)	79 511	79 511
Nombre d'actions émises	N/A	186 839
Augmentation des capitaux propres	N/A	7 474
Capitaux propres sociaux après émission (en KEuros)	79 511	86 985
Nombres total d'actions (hors auto-détention)	1 914 971	2 101 810
Quote-part des capitaux propres par action (en Euros)	41,52 €	41,39 €

Les Actions Nouvelles ont fait l'objet d'une demande d'admission aux négociations sur le marché réglementé d'Euronext Paris. Dès le règlement-livraison, les Actions Nouvelles seront admises aux négociations sur le marché réglementé d'Euronext sur la même ligne de cotation (Compartiment C) et le même code ISIN que les actions existantes (FR0014003AQ4).

4. Evènements significatifs du semestre écoulé

Rupture des relations avec le principal distributeur d'additifs diesel

Fin janvier 2021, la société Innospec, principal distributeur des produits d'EPC dans l'activité additifs diesel, a notifié à EPC UK sa décision de résilier le contrat de fourniture liant les deux sociétés, au motif du changement de contrôle indirect d'EPC intervenu le 17 décembre 2020.

Postérieurement à la résiliation, Innospec a annulé l'ensemble des commandes en cours.

En conséquence, EPC UK a décidé de mettre à l'arrêt l'unité de production tout en investiguant d'autres opportunités commerciales. Un certain nombre de nouveaux clients ont été identifiés.

La production ainsi a pu reprendre en activité partielle depuis le mois de mai. Sur le premier semestre 2021, l'activité générée s'est élevée à 7,2 M€ contre 17,8 M€ au premier semestre 2020

Issue favorable sur un contentieux avec un client minier

En octobre 2019, EPC avait initié un arbitrage à la suite de la résiliation anticipée d'un contrat par un client dans le secteur minier, qu'EPC jugeait abusive et sans fondement. La procédure devant le Tribunal arbitral a eu lieu courant 2020.

Le Tribunal arbitral a rendu fin février une sentence favorable à EPC. Il a accordé à EPC une indemnisation (perte de marge, frais de démobilisation et frais de procédure) d'un montant total de 793 000€.

Cette décision a été exécutée.

Un contrat complémentaire dans le cadre de la transformation du Château de Villers-Cotterêts future cité internationale de la Langue française

Dans le cadre du plan de relance du gouvernement français, EPC Démolition s'est vu confier la Phase 3 des travaux de rénovation du Château de Villers-Cotterêts. Le montant de la commande totale atteint aujourd'hui 5,3 M€.

Fort de l'expertise acquise sur l'Hôtel de la Marine à Paris, le Centre des Monuments Nationaux renouvelle ainsi sa confiance au Groupe EPC en lui confiant la réalisation des travaux de curage, désamiantage et déplombage de l'ensemble des bâtiments. Au total ce seront plus de 100 000 heures de travail exécutées sur un des plus importants chantiers patrimoniaux d'Europe

Mc Innis signe un contrat de 3 ans avec EPC Canada

Mc Innis, filiale canadienne, du groupe CB (Carrière du Boulonnais) qui exploite une carrière en Gaspésie a signé en mars 2021 un contrat de 3 ans avec EPC Canada, d'un montant estimé d'environ 1,8 M CAD par an.

Il s'agit d'un contrat d'approvisionnement d'explosifs et de service au minage. Il confirme le positionnement d'EPC Canada comme un acteur de référence dans les carrières au Québec, les livraisons ont démarré en avril.

5. Evènements postérieurs à la clôture

Création de trois nouvelles implantations

EPC a continué à développer son implantation internationale à travers l'ouverture de deux nouvelles filiales :

EPC Chili a été créée en Août 2021 en partenariat avec des partenaires chiliens minoritaires. Cette société a pour vocation d'offrir des services aux clients présents sur ce marché clé dans le secteur minier au niveau mondial en s'appuyant sur les expertises combinées (humaines et logiciel), d'EPC et ses partenaires chiliens

EPC a créé deux filiales en Asie, une à Singapour (**EPC Singapore**) l'autre à Hong-Kong (EPC HK) pour renforcer sa présence sur la zone Asie en disposant d'une base juridique autonome. Les licences nécessaires à leur démarrage effectif sont en cours d'obtention.

Mise en redressement judiciaire d'un important client Marocain dans le secteur des infrastructures.

Un important client marocain du Groupe a été mis en redressement judiciaire de 15 juillet 2021. Cette société qui est un client historique était également client d'EPC dans plusieurs pays africains (Côte d'Ivoire, Sénégal). Voyant venir les difficultés de cette entreprise, des efforts ont été déployés à tous niveaux pour réduire les encours de crédit.

Il restait néanmoins des encours significatifs (1,3M€) au 30 juin qui ont été intégralement provisionnés.

Prolongation de 3 ans du contrat CBG en Guinée.

La Compagnie des Bauxite de Guinée en accord avec son actionnaire Alcoa a décidé de prolonger pour 3 ans (soit jusqu'en juin 2026) le contrat de forage minage du groupe EPC sur la Mine de Sangaredi.

Cette prolongation est un signe de confiance de ce client minier majeur qui s'inscrit dans une trajectoire d'augmentation de sa production. Le contexte est particulièrement favorable pour le marché de la Bauxite matière première de l'aluminium.

Cette prolongation va également permettre à nos filiales Nitrokémine et Nitromkemfor Guinée de financer dans les meilleures conditions le renouvellement des équipements de production et de forage.

6. Evolution prévisible pour le semestre à venir - Principaux risques et des principales incertitudes pour les 6 mois restants de l'exercice

Les bons chiffres enregistrés par le Groupe sur le premier semestre traduisent à la fois :

- La bonne capacité du Groupe à rebondir sur les marchés qui avaient été le plus impactés par la Covid au premier semestre 2020 (Démolition et Explosifs en Europe principalement)
- La pertinence de sa stratégie de développement en Amérique du Nord, en Afrique et en Asie qui apporte un relais de croissance solide, même dans les périodes perturbées actuelles.

Ces résultats solides nous permettent d'aborder sereinement un deuxième semestre où nous allons devoir faire face à un certain nombre de risques et d'incertitudes qui nécessiteront une mobilisation de toutes les équipes du Groupe. Les principaux points d'attention sont les suivants :

- Une forte volatilité sur les prix des matières premières notamment le Fuel et le Nitrate d'Ammonium qui vont nécessiter l'application systématique de clauses d'ajustement de prix dans les contrats clients qui protègent le Groupe de ce type de variations.

- Une tension sans précédent sur la disponibilité de certaines matières premières/composants qui peuvent impacter nos capacités de production. La fermeture temporaire en septembre des usines d'engrais au Royaume-Uni est un exemple typique du type scénario que nous devons envisager. Les efforts réalisés depuis 5 ans par groupe en matière de Plan de Continuité d'Activité (qui nous ont conduit à obtenir la certification ISO 23001) trouvent aujourd'hui tout leur sens.
- Des problèmes de solvabilité pour certains clients qui risquent de se faire jour du fait du ralentissement des plans de soutien mis en place par les Etats. Le contrat groupe mis en place avec la COFACE est un atout, malgré tout, sur certaines géographies, il ne peut prendre en compte 100% des créances, la vigilance doit donc rester de mise.
- Un contexte géopolitique perturbé notamment sur le continent Africain (à l'image du récent changement de régime en Guinée). Au cas d'espèce, à ce jour, la poursuite de nos opérations sur le secteur minier en Guinée n'a pas été remise en cause. Les actions rassurantes du nouveau gouvernement vis-à-vis de ce secteur sont de bon augure, même s'il convient de rester vigilant. Le referendum en Nouvelle-Calédonie, les tensions sur la zone Asie-Pacifique sont également des éléments à prendre en compte.

Le paradoxe de la période actuelle est qu'elle offre également des opportunités majeures à saisir. Le Groupe, à travers toutes ses géographies s'y emploient activement : sécurisation de contrats majeurs dans le secteur minier, participation aux grands projets d'infrastructure, développement sur de nouvelles géographies, acquisition dans des secteurs stratégiques, amplification des travaux de R&D.

Le support de tous les actionnaires qui ont massivement souscrit à l'augmentation de capital au mois de juin et les bonnes performances financières donnent au Groupe EPC les moyens de saisir ces opportunités.



Etats financiers semestriels Consolidés Résumés

SOMMAIRE

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ AU 30 JUIN 2021	14
ETAT DES GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES AU 30 JUIN 2021	15
ETAT DE SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE AU 30 JUIN 2021	16
TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉ AU 30 JUIN 2021	17
TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS AU 30 JUIN 2021.....	18
ANNEXE AUX ETATS FINANCIERS	14

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ AU 30 JUIN 2021

<i>En milliers d'euros</i>	Notes	30 juin 2021	30 juin 2020
<i>Activités poursuivies</i>			
Produit des activités ordinaires		182 689	154 818
Autres produits		1 188	1 025
Achats consommés		(74 615)	(66 192)
Autres achats et charges externes	5.1	(44 122)	(38 415)
Variation des stocks d'encours et de produits finis	5.2	754	125
Charges de personnel	5.3	(45 603)	(38 918)
Amortissements et dépréciations des immobilisations		(10 142)	(9 462)
Dotations et reprises de provisions	5.4	(798)	(1 589)
Autres produits et charges d'exploitation	5.5	(897)	(1 709)
Part du résultat des mises en équivalence	6.4	2 953	2 051
Résultat opérationnel courant incluant la part des mises en équivalence		11 407	1 734
Autres produits et charges opérationnels	5.6	(561)	(503)
Résultat opérationnel avant dépréciation des écarts d'acquisition		10 846	1 231
Pertes de valeur sur les actifs immobilisés		-	(3 119)
Dépréciation des écarts d'acquisition		-	(13 312)
Résultat opérationnel		10 846	(15 200)
Coût de l'endettement financier net	5.7	(1 329)	(1 396)
Autres produits et charges financiers	5.7	(571)	(1 037)
Résultat avant impôt		8 946	(17 633)
Impôt sur les résultats	5.8	(2 864)	(496)
Résultat net de l'ensemble consolidé – activités poursuivies		6 082	(18 129)
Résultat net des activités abandonnées		-	-
Résultat net de l'ensemble consolidé – total		6 082	(18 129)
Résultat net – part du Groupe		5 676	(18 329)
Résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires)		406	200
Résultat par action	5.9	3,57	(11,54)
Résultat dilué par action	5.9	3,57	(11,54)

**ETAT DES GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES AU 30 JUIN
2021**

<i>En milliers d'euros</i>	Notes	30 juin 2021	30 juin 2020
Résultat net total		6 082	(18 129)
Ecarts de conversion sur sociétés intégrées globalement		766	(312)
Ecarts de conversion sur sociétés mises en équivalence	6.4	601	(82)
Variation des instruments financiers		(1)	(4)
Impôts différés sur les éléments qui seront reclassés ultérieurement en résultat net		0	1
Total des autres éléments du résultat global qui seront reclassés ultérieurement en résultat net		1 366	(397)
Pertes et gains actuariels sur sociétés intégrées	6.12	3 410	(1 743)
Impôt différés sur éléments qui ne seront pas reclassés ultérieurement en résultat net	6.11	(163)	339
Pertes et gains actuariels sur mise en équivalence	6.4	107	(72)
Impôt différés sur éléments qui ne seront pas reclassés ultérieurement en résultat net sur mise en équivalence	6.4	(24)	9
Total des autres éléments du résultat global qui ne seront pas reclassés ultérieurement en résultat net		3 330	(1 467)
Résultat global		10 777	(19 992)
<i>dont quote-part du Groupe</i>		10 140	(20 111)
<i>dont quote-part attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle</i>		637	118

ETAT DE SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE AU 30 JUIN 2021

<i>En milliers d'euros</i>	Notes	30 juin 2021	31 décembre 2020
ACTIF			
Ecarts d'acquisition	6.1	7 941	7 783
Immobilisations incorporelles	6.2	1 887	1 925
Immobilisations corporelles	6.3	96 064	92 683
Droits d'utilisation	6.3	25 713	27 455
Participations dans les mises en équivalence	6.4	27 978	24 511
Autres actifs financiers non courants	6.5	4 154	2 069
Actifs d'impôts différés	6.11	8 597	9 274
Autres actifs long terme		0	213
Total actifs non courants		172 334	165 913
Stocks	6.6	32 124	29 387
Clients et autres débiteurs	6.7	120 810	108 852
Créances fiscales		3 872	3 570
Autres actifs courants		9 693	8 612
Trésorerie et équivalents de trésorerie	6.8	14 057	19 329
Total actifs courants		180 556	169 750
Groupes d'actifs destinés à être cédés		-	-
TOTAL ACTIF		352 890	335 663
PASSIF			
Capital	6.9	7 015	5 220
Réserves		84 507	92 779
Résultat net de l'exercice – part du Groupe		5 676	(18 488)
Capitaux propres part du Groupe		97 198	79 511
Participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires)		2 131	1 133
Capitaux propres		99 329	80 644
Dettes financières non courantes	6.10	46 690	49 097
Dettes de location non courantes	6.10	14 797	16 402
Passifs d'impôts différés	6.11	1 507	1 270
Provisions pour avantages aux salariés	6.12	16 239	19 453
Autres provisions non courantes	6.13	20 763	19 555
Autres passifs long terme		1 035	342
Total passifs non courants		101 031	106 119
Fournisseurs et autres créditeurs	6.14	105 680	106 783
Dettes d'impôt		2 166	3 260
Dettes financières courantes	6.10	27 101	21 288
Dettes de location courantes	6.10	8 273	8 440
Autres provisions courantes	6.13	2 597	2 585
Autres passifs courants		6 713	6 543
Total passifs courants		152 530	148 899
Total dettes		253 561	255 018
Passifs liés à un groupe d'actifs destinés à être cédés		-	-
TOTAL PASSIF		352 890	335 663

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉ AU 30 JUIN 2021

<i>En milliers d'euros</i>	Notes	30 juin 2021	30 juin 2020
Résultat net consolidé		6 081	(18 129)
Elim. des parts des mises en équivalence	6.4	(2 953)	(2 051)
Elim. des amortissements et provisions		9 712	26 777
Elim. des résultats de cession et des pertes et profits de dilution		56	(204)
Elim. autres produits et charges sans incidence sur la trésorerie		-	(28)
Elim. de l'effet d'actualisation	5.6	1 000	511
Dividendes reçus des co-entreprises	6.4.1	-	-
Charges et produits calculés liés aux paiements en actions		20	-
Elim. des produits de dividendes (hors-groupe)		(28)	-
Marge brute d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt		13 888	6 876
Elim. de la charge (produit) d'impôt	5.7	2 864	496
Elim. du coût de l'endettement financier net	5.6	1 329	1 396
Marge brute d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt		18 081	8 768
Incidence de la variation du BFR	6.15	(17 523)	3 743
Impôts payés		(2 679)	(2 147)
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles		(2 121)	10 364
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	6.3	(7 768)	(6 450)
Acquisition d'actifs financiers		(89)	(150)
Variation des prêts et avances consentis		(440)	197
Cession d'immobilisations corporelles et incorporelles		265	932
Dividendes reçus	6.4.2	28	-
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement		(8 004)	(5 471)
Augmentation de capital (2)		7 474	-
Augmentation de capital auprès des minoritaires		394	-
Emission d'emprunts	6.10	8 956	5 903
Remboursement d'emprunts	6.10	(4 361)	(6 149)
Diminution des dettes de locations	6.10	(4 718)	(4 673)
Intérêts financiers nets versés		(1 704)	(1 799)
Dividendes payés aux minoritaires		(32)	-
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		6 009	(6 718)
Incidences de la variation des taux de change		202	(236)
Variation de la trésorerie		(3 914)	(2 061)
Trésorerie d'ouverture	6.8	16 202	8 474
Trésorerie de clôture	6.8	12 288	6 415

(1) Au 30 juin 2020 sont inclus dans les éliminations des amortissements et provisions 15,2 M€ liés aux tests d'impairments

(2) Voir note 3 ci-dessus

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS AU 30 JUIN 2021

<i>En milliers d'euros</i>	Capital social	Actions propres	Réserves consolidées et résultat Part du Groupe	Réserves de conv.	Total capitaux propres Part du Groupe	Intérêts Minoritaires	Total capitaux propres
Total au 31 décembre 2019	5 220	(2 478)	101 200	(1 957)	101 986	1 064	103 050
Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres	-	-	(1 385)	(397)	(1 782)	(82)	(1 864)
Résultat net de l'exercice	-	-	(18 329)	-	(18 329)	200	(18 129)
Total des produits et charges comptabilisés	-	-	(19 714)	(397)	(20 111)	118	(19 992)
Dividendes versés	-	-	-	-	-	-	-
Variations de périmètre	-	-	144	-	144	(144)	-
Autres variations	-	-	17	-	17	(1)	16
Total au 30 juin 2020	5 220	(2 478)	81 648	(2 354)	82 036	1 037	83 073
Total au 31 décembre 2020	5 220	(2 478)	81 111	(4 342)	79 511	1 133	80 644
Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres	-	-	3 099	1 366	4 464	231	4 695
Résultat net de l'exercice	-	-	5 676	-	5 676	406	6 082
Total des produits et charges comptabilisés	-	-	8 775	1 366	10 140	637	10 778
Augmentation de capital (1)	1 795	-	5 679	-	7 474	-	7 474
Dividendes versés	-	-	-	-	-	(33)	(33)
Paiement en actions	-	-	20	-	20	-	20
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	-	-
Autres variations	-	-	52	-	52	394	446
Total au 30 juin 2021	7 015	(2 478)	95 638	(2 976)	97 198	2 131	99 329

(1) Voir note 3.4 du rapport semestriel



Annexe aux états financiers du premier semestre 2021

SOMMAIRE

1. PRÉSENTATION GÉNÉRALE	21
2. FAITS MARQUANTS DU PREMIER SEMESTRE 2021	21
2.1. Rupture des relations avec le principal distributeur d'additifs diesel	21
2.2. Issue favorable sur un contentieux avec un client minier	21
2.3. Un contrat complémentaire dans le cadre de la transformation du Château de Villers-Cotterêts future cité internationale de la Langue française	21
2.4. Mc Innis signe un contrat de 3 ans avec EPC Canada	22
3. PRINCIPES COMPTABLES	22
3.1. Principes généraux et normes comptables	22
3.2. Recours des estimations	23
3.3. Périmètre de consolidation	23
3.4. information sectorielle	23
4. INFORMATION SECTORIELLE	23
4.1. Informations comparatives	24
4.2. Résultats sectoriels	25
4.3. Autres éléments sectoriels inclus dans le compte de résultat, sans contrepartie de trésorerie	26
4.4. Investissements sectoriels	27
4.5. Etat de Passage de l'information sectorielle publiée au compte de résultat consolidé	27
5. NOTES RELATIVES AU COMPTE DE RÉSULTAT	29
5.1. Autres achats et charges externes	29
5.2. Variation des stocks d'en-cours et de produits finis au compte de résultat	29
5.3. Charges de personnel	30
5.4. Dotations et reprises de provision	30
5.5. Autres produits et charges d'exploitation	30
5.6. Autres produits et charges opérationnels	31
5.7. Coût de l'endettement financier net et autres produits et charges financiers	31
5.8. Impôt sur les résultats	31
5.9. Résultat par action	33
6. NOTES RELATIVES A L'ÉTAT DE SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE	33
6.1. Ecart d'acquisition	33
6.2. Immobilisations incorporelles	34
6.3. Immobilisations corporelles	35
6.4. Participation dans les mises en équivalence	36
6.5. Autres actifs financiers non courants	37
6.6. Stocks et en cours	38
6.7. Clients et autres débiteurs	38
6.8. Trésorerie et équivalents de trésorerie	39
6.9. Capital	39
6.10. Dettes financières	40
6.11. Impôts différés au bilan	41
6.12. Provisions pour avantages aux salariés	42
6.13. Autres provisions	44
6.14. Fournisseurs et autres créditeurs	44
6.15. Besoin en Fonds de Roulement	45
6.16. Actifs destinés à être cédés	45
6.17. Engagements financiers	45
7. INFORMATION RELATIVE AUX PARTIES LIEES	46
7.1. Contrôle	46
7.2. Relation avec les filiales	46
7.3. Transactions avec des parties liées	46
8. EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE	47
8.1. Création de trois nouvelles implantations	47
8.2. Mise en redressement judiciaire d'un important client Marocain	47
8.3. Prolongation de 3 ans du contrat CBG en Guinée.	47

1. PRÉSENTATION GÉNÉRALE

Le Groupe EPC est un groupe international. EPC SA est une société anonyme cotée à la bourse de Paris (ISIN FR0000039026) immatriculée en France. EPC pratique principalement trois activités :

- La fabrication d'explosifs à usage civil et leur mise en œuvre (forage minage),
- La démolition,
- Autres activités diversifiées (produits chimiques).

La société mère, Société Anonyme d'Explosifs et de Produits Chimiques, est une société anonyme française dont le siège social est situé au 1, Terrasse Bellini, 92935 Paris La Défense.

Les comptes consolidés du Groupe EPC au 30 juin 2021 ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 29 septembre 2021, qui en a autorisé la publication.

Sauf indication contraire, tous les montants sont exprimés en milliers d'euros.

2. FAITS MARQUANTS DU PREMIER SEMESTRE 2021

2.1. RUPTURE DES RELATIONS AVEC LE PRINCIPAL DISTRIBUTEUR D'ADDITIFS DIESEL

Fin janvier 2021, la société Innospec, principal distributeur des produits d'EPC dans l'activité additifs diesel, a notifié à EPC UK sa décision de résilier le contrat de fourniture liant les deux sociétés, au motif du changement de contrôle indirect d'EPC intervenu le 17 décembre 2020.

Postérieurement à la résiliation, Innospec a annulé l'ensemble des commandes en cours.

En conséquence, EPC UK a décidé de mettre à l'arrêt l'unité de production tout en investiguant d'autres opportunités commerciales. Un certain nombre de nouveaux clients ont été identifiés.

La production ainsi a pu reprendre en activité partielle depuis le mois de mai. Sur le premier semestre 2021, l'activité générée s'est élevée à 7,2 M€ contre 17,8 M€ au premier semestre 2020

2.2. ISSUE FAVORABLE SUR UN CONTENTIEUX AVEC UN CLIENT MINIER

En octobre 2019, EPC avait initié un arbitrage suite la résiliation anticipée d'un contrat par un client dans le secteur minier, qu'EPC jugeait abusive et sans fondement. La procédure devant le Tribunal arbitral a eu lieu courant 2020.

Le Tribunal arbitral a rendu fin février une sentence favorable à EPC. Il a accordé à EPC une indemnisation (perte de marge, frais de démobilisation et frais de procédure) d'un montant total de 793 000€.

Cette décision a été exécutée.

2.3. UN CONTRAT COMPLEMENTAIRE DANS LE CADRE DE LA TRANSFORMATION DU CHATEAU DE VILLERS-COTTERETS FUTURE CITE INTERNATIONALE DE LA LANGUE FRANÇAISE

Dans le cadre du plan de relance du gouvernement français, EPC Démolition s'est vu confier la Phase 3 des travaux de rénovation du Château de Villers-Cotterêts. Le montant de la commande totale atteint aujourd'hui 5,3 M€.

Fort de l'expertise acquise sur l'Hôtel de la Marine à Paris, le Centre des Monuments Nationaux renouvelle ainsi sa confiance au Groupe EPC en lui confiant la réalisation des travaux de curage, désamiantage et déplombage de l'ensemble des bâtiments. Au total ce seront plus de 100 000 heures de travail exécutées sur un des plus importants chantiers patrimoniaux d'Europe

2.4. MC INNIS SIGNE UN CONTRAT DE 3 ANS AVEC EPC CANADA

Mc Innis, filiale canadienne, du groupe CB (Carrière du Boulonnais) qui exploite une carrière en Gaspésie a signé en mars 2021 un contrat de 3 ans avec EPC Canada, d'un montant estimé d'environ 1,8 M CAD par an.

Il s'agit d'un contrat d'approvisionnement d'explosifs et de service au minage. Il confirme le positionnement d'EPC Canada comme un acteur de référence dans les carrières au Québec, les livraisons ont démarré en avril.

3. PRINCIPES COMPTABLES

3.1. PRINCIPES GENERAUX ET NORMES COMPTABLES

Les états financiers consolidés sont présentés en milliers d'euros et toutes les valeurs sont arrondies au millier le plus proche sauf indication contraire.

3.1.1. Conformité aux normes comptables

En application du règlement n°1126/2008 du Conseil Européen adopté le 3 novembre 2008, le Groupe EPC a établi ses comptes consolidés conformément aux normes internationales d'information financière ou « International Financial Reporting Standards » (IFRS) telles qu'adoptées dans l'Union Européenne à la date de préparation des états financiers.

Les comptes consolidés intermédiaires au 30 juin 2021 sont établis conformément à la norme IAS 34 – Information financière intermédiaire. S'agissant de comptes résumés, ils n'intègrent pas toutes les informations et notes annexes requises pour l'établissement des états financiers annuels, et à ce titre ils doivent être lus en liaison avec les états financiers consolidés du Groupe EPC au 31 décembre 2020.

Conformément aux dispositions de la norme IAS 34, les comptes présentés sont les états consolidés d'EPC SA ; les comptes sociaux de la précédente clôture au 31 décembre 2020 ont été approuvés par le Conseil d'Administration et déposés au greffe ; les commissaires aux comptes ont émis leur rapport sur les comptes sociaux de la précédente clôture sans réserve (31 décembre 2020) ;

A l'exception des points décrits ci-dessous, les méthodes comptables appliquées par le Groupe dans les états financiers intermédiaires résumés sont identiques à celles utilisées dans les états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2020.

Les normes comptables internationales comprennent les IFRS, les IAS (International Accounting Standards), et leurs interprétations SIC (Standing Interpretations Committee) et IFRIC (International Financial Reporting Interpretations Committee).

L'ensemble des textes adoptés par l'Union européenne est disponible sur le site internet de la Commission européenne à l'adresse suivante :

https://ec.europa.eu/info/law/international-accounting-standards-regulation-ec-no-1606-2002/amending-and-supplementary-acts/acts-adopted-basis-regulatory-procedure-scrutiny-rps_en

3.1.2. Les normes suivantes sont applicables à compter du 1er janvier 2021 sur l'information financière présentée :

- Amendement à IAS 1 : clarification du classement des passifs entre les catégories « courants » et « non-courants ».
- Amendement à IAS 16 : comptabilisation des produits générés avant la mise en service
- Amendement à IAS 37 : contrats déficitaires – coûts à prendre en compte pour comptabiliser une provision pour contrat déficitaire
- Amendement à IFRS 3 : mise à jour des références au cadre conceptuel
- Amendement à IFRS 3 « Regroupement d'entreprise » sur la définition d'une activité
- Amendement à IAS 1 et IAS 8 : modification de la définition du terme « significatif »
- Amendement à IAS19 – Attribution d'avantages aux périodes de service

Ces amendements n'ont pas eu d'impact sur le Groupe

3.1.3. Les nouvelles normes, amendements à des normes existantes et interprétations suivantes ont été publiées mais ne sont pas applicables au 30 juin 2021 et n'ont pas été adoptées par anticipation :

- Amendement à IFRS 3 « Regroupement d'entreprise » sur la mise à jour de la référence au cadre conceptuel dont la date d'application est prévue au 1^{er} janvier 2022.
- Amendement à IAS 16 « Immobilisations corporelles » sur les produits générés avant l'utilisation prévue dont la date d'application est prévue au 1^{er} janvier 2022.
- Amendement à IAS 1 : modification du classement des passifs en tant que passifs courants et non courants dont la date d'application est prévue au 1^{er} janvier 2022.

3.2. RECOURS A DES ESTIMATIONS

L'établissement des états financiers nécessite d'effectuer des estimations et de formuler des hypothèses qui peuvent affecter les montants figurant dans ces états financiers, notamment en ce qui concerne les éléments suivants :

- L'évaluation des provisions et des engagements de retraites ;
- L'évaluation des impôts différés ;
- Les évaluations retenues pour les tests de perte de valeur ;
- L'évaluation des coûts de démantèlement, décontamination et de remise en état des sites.

Ces estimations partent d'une hypothèse de continuité d'exploitation et sont établies en fonction des informations disponibles lors de leur établissement. Les estimations peuvent être révisées si les circonstances sur lesquelles elles étaient fondées évoluent ou à la suite de nouvelles informations. Les résultats réels peuvent être différents de ces estimations.

3.3. PERIMETRE DE CONSOLIDATION

Au 30 juin 2021, le périmètre de consolidation reste identique à celui du 31 décembre 2020.

3.4. INFORMATION SECTORIELLE

Le Groupe a décidé de maintenir dans l'information des segments opérationnels la consolidation des sociétés Arabian Explosives, Kemek, Kemek US, EPC-B SCRL, Modern Chemical Services, Nitrokemine Guinée et Société de Minage en Guinée selon la méthode de l'intégration proportionnelle en conformité avec l'information produite dans son reporting interne.

4. INFORMATION SECTORIELLE

Conformément à la norme IFRS 8 – Secteurs opérationnels, l'information sectorielle présentée est établie sur la base des données de gestion internes utilisées pour l'analyse de la performance des activités.

Les informations relatives aux secteurs opérationnels présentés suivent les mêmes règles comptables que celles utilisées pour les états financiers consolidés. AREX est pris en compte dans l'information sectorielle à 20% conformément au pourcentage de détention en date du 31 décembre 2020.

Les zones sont présentées de la manière suivante :

- Zone 1 – Europe Amérique ;
- Zone 2 – Afrique Moyen Orient.

Elles comprennent les activités explosifs, forage minage et démolition.

4.1. INFORMATIONS COMPARATIVES

4.1.1. *Produit des activités ordinaires publié, par zone géographique*

Zone Europe Méditerranée Amérique	S1	S1	Ecart	Ecart en %
	2021	2020		
Explosifs et Forage Minage	106 961	86 347	20 615	23,9%
Démolition	44 377	29 768	14 609	49,1%
Economie circulaire	5 564	5 002	562	11,2%
Additifs & Autres	7 191	17 755	-10 564	-59,5%
Total	164 094	138 872	25 222	18,2%
En % du groupe	82%	82%		

Zone Afrique Asie Pacifique	S1	S1	Total	En %
	2021	2020		
Explosifs et Forage Minage	34 886	30 569	4 318	14,1%
Démolition	0	0	0	N/A
Economie circulaire	0	0	0	N/A
Additifs & Autres	0	0	0	N/A
Total	34 886	30 569	4 318	14,1%
En % du groupe	18%	18%		

4.1.2. *Produit des activités ordinaires à taux de change et périmètre constant*

La variation à périmètre et taux de change constant est calculée en convertissant les chiffres 2020 aux taux de change moyens mensuels 2021 et en ajoutant (ou retranchant) aux chiffres 2020 les entrées (ou sorties) de périmètre.

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2021	30 juin 2020 (à taux et périmètre constant)	Variation %
Zone 1 - Europe - Amérique	164 094	139 875	17,31%
Zone 2 - Afrique Moyen Orient	34 886	29 187	19,53%
Total	198 980	169 061	17,70%

4.1.3. Résultat opérationnel courant par zone géographique

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2021	30 juin 2020
Zone 1 - Europe - Amérique	5 293	(2 812)
Zone 2 - Afrique Moyen Orient	7 011	5 237
Total	12 304	2 425

4.1.4. Résultat net consolidé par zone géographique

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2021	30 juin 2020
Zone 1 - Europe - Amérique	972	(21 840)
Zone 2 - Afrique Moyen Orient	5 110	3 711
Total	6 082	(18 129)

4.2. RESULTATS SECTORIELS

4.2.1. Zone 1 - Europe Amérique

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2021	30 juin 2020
Produit des activités ordinaires	173 379	147 608
Produit des activités ordinaires intersectoriel	(9 285)	(8 736)
Produit des activités ordinaires externe total	164 094	138 872
Quotes-parts de résultat des ent. mises en équivalence		
Résultat opérationnel courant incluant la part des co-entreprises mises en équivalence	5 293	(2 812)
Résultat opérationnel avant dépréciation des écarts d'acquisition	4 733	(3 315)
Pertes de valeur sur les actifs immobilisés	-	(3 119)
Dépréciation des écarts d'acquisition	-	(13 312)
Résultat opérationnel	4 733	(19 746)
Charges financières – net	(1 829)	(2 151)
Résultat avant impôts	2 904	(21 897)
Impôt sur les résultats	(1 932)	56
Résultat net – activités poursuivies	972	(21 840)
Résultat net – activités abandonnées	-	-
Résultat net total	972	(21 840)

4.2.2. Zone 2 - Afrique Moyen-Orient

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2021	30 juin 2020
Produit des activités ordinaires	36 394	32 096
Produit des activités ordinaires intersectoriel	(1 508)	(1 527)
Produit des activités ordinaires externe total	34 886	30 569
Résultat opérationnel courant incluant la part des co-entreprises mises en équivalence	7 011	5 237
Résultat opérationnel	7 011	5 237
Charges financières – net	(239)	(651)
Résultat avant impôts	6 771	4 586
Impôt sur les résultats	(1 661)	(874)
Résultat net – activités poursuivies	5 110	3 711
Résultat net – activités abandonnées	-	-
Résultat net total	5 110	3 711

4.3. AUTRES ELEMENTS SECTORIELS INCLUS DANS LE COMPTE DE RESULTAT, SANS CONTREPARTIE DE TRESORERIE

4.3.1. Zone 1 - Europe Amérique

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2021	30 juin 2020
Dot/Rep. aux amortissements et pertes de valeur des immobilisations	(9 521)	(8 899)
Dot/Rep. aux provisions	(690)	(1 572)

4.3.2. Zone 2 - Afrique Moyen-Orient

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2021	30 juin 2020
Dot/Rep. aux amortissements et pertes de valeur des immobilisations	(1 544)	(1 833)
Dot/Rep. aux provisions	(167)	-

4.4. INVESTISSEMENTS SECTORIELS

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2021	30 juin 2020
Zone 1 - Europe - Amérique	5 774	5 727
Zone 2 - Afrique Moyen Orient	3 995	1 984
Investissements (incorp. et corp.)*	9 769	7 711

* hors investissements financés par contrat de locations financement et droits d'utilisation (voir note 6.3).

4.5. ETAT DE PASSAGE DE L'INFORMATION SECTORIELLE PUBLIEE AU COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2021								
	Information sectorielle			IFRS 10 et 11			Compte de résultat		
	Zone 1	Zone 2	Total	Zone 1	Zone 2	Total	Zone 1	Zone 2	Total
Produit des activités ordinaires externe total	164 094	34 886	198 980	(6 327)	(9 964)	(16 291)	157 767	24 922	182 689
Quotes-parts de résultat des ent. mises en équivalence	-	-	-	1 086	1 867	2 953	1 086	1 867	2 953
Résultat opérationnel courant incluant la part des co-entreprises mises en équivalence	5 294	7 010	12 304	(331)	(567)	(898)	4 963	6 444	11 407
Résultat opérationnel avant pertes de valeur	4 733	7 010	11 743	(331)	(567)	(898)	4 402	6 444	10 846
Pertes de valeur sur les actifs immobilisés	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dépréciation des écarts d'acquisition	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Résultat opérationnel	4 733	7 010	11 743	(331)	(567)	(898)	4 402	6 444	10 846
Charges financières – net	(1 829)	(239)	(2 068)	102	66	168	(1 727)	(173)	(1 900)
Résultat avant impôts	2 904	6 771	9 675	(229)	(501)	(730)	2 675	6 271	8 946
Impôt sur les résultats	(1 932)	(1 661)	(3 593)	229	500	729	(1 703)	(1 161)	(2 864)
Résultat net – activités poursuivies	972	5 110	6 082	-	-	-	972	5 110	6 082
Résultat net – activités abandonnées	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Résultat net total	972	5 110	6 082	-	-	-	972	5 110	6 082

30 juin 2020

En milliers d'euros

	Information sectorielle			IFRS 10 et 11			Compte de résultat		
	Zone 1	Zone 2	Total	Zone 1	Zone 2	Total	Zone 1	Zone 2	Total
Produit des activités ordinaires externe total	138 872	30 569	169 441	(4 664)	(9 959)	(14 623)	134 208	20 610	154 818
Quotes-parts de résultat des ent. mises en équivalence	-	-	-	36	2 015	2 051	36	2 015	2 051
Résultat opérationnel courant incluant la part des co-entreprises mises en équivalence	(2 812)	5 237	2 425	(193)	(498)	(691)	(3 005)	4 739	1 734
Résultat opérationnel avant pertes de valeur	(3 315)	5 237	1 924	(193)	(498)	(693)	(3 508)	4 739	1 231
Pertes de valeur sur les actifs immobilisés	(3 119)	-	(3 119)	-	-	-	(3 119)	-	(3 119)
Dépréciation des écarts d'acquisition	(13 312)	-	(13 312)	-	-	-	(13 312)	-	(13 312)
Résultat opérationnel	(19 746)	5 237	(14 511)	(193)	(498)	(689)	(19 939)	4 739	(15 200)
Charges financières – net	(2 151)	(651)	(2 802)	86	283	369	(2 065)	(368)	(2 433)
Résultat avant impôts	(21 897)	4 586	(17 311)	(107)	(215)	(322)	(22 004)	4 371	(17 633)
Impôt sur les résultats	56	(874)	(818)	108	214	322	164	(660)	(496)
Résultat net – activités poursuivies	(21 840)	3 711	(18 129)	-	-	-	(21 840)	3 711	(18 129)
Résultat net – activités abandonnées	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Résultat net total	(21 840)	3 711	(18 129)	-	-	-	(21 840)	3 711	(18 129)

5. NOTES RELATIVES AU COMPTE DE RÉSULTAT

5.1. AUTRES ACHATS ET CHARGES EXTERNES

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2021	30 juin 2020
Autres services extérieurs	(2 575)	(2 597)
Locations (1)	(6 938)	(5 619)
Prestations générales Groupe (2)	(4 722)	(4 077)
Entretien et grosses réparations	(5 377)	(4 480)
Commissions sur ventes	(531)	(555)
Frais de transport	(8 641)	(8 702)
Frais de déplacement	(2 988)	(2 741)
Intérimaires (3)	(4 486)	(2 502)
Assurance (4)	(2 783)	(2 128)
Honoraires	(2 501)	(2 419)
Autres achats et charges externes	(2 580)	(2 595)
Total des autres achats et charges externes	(44 122)	(38 415)

- (1) La progression des charges de location est principalement liée à des locations ponctuelles sur des chantiers dans le secteur de la démolition.
- (2) L'augmentation des prestations générales Groupe est liée principalement aux coûts engendrés par l'accroissement des effectifs de la société ADEX (hors périmètre).
- (3) Les frais d'intérimaires ont fortement progressé du fait de la forte activité dans le secteur de la démolition.
- (4) La hausse des charges d'assurance est principalement liée à la progression des primes versées à EPCap Ré.

5.2. VARIATION DES STOCKS D'EN-COURS ET DE PRODUITS FINIS AU COMPTE DE RESULTAT

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2021	30 juin 2020
Production stockée de biens	433	(110)
Variation d'en-cours de production de biens	321	235
Variation d'en-cours de production de services	-	-
Total	754	125

5.3. CHARGES DE PERSONNEL

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2021	30 juin 2020
Rémunérations (1)	(32 625)	(28 123)
Charges sociales	(12 423)	(10 686)
Autres charges ou produits	(555)	(109)
Total charges de personnel	(45 603)	(38 918)

(1) Pour rappel, les rémunérations intégraient les aides perçues du fait des mesures de chômage partiel mises en place par certains états au cours du premier semestre 2020.

5.4. DOTATIONS ET REPRISES DE PROVISIONS

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2021	30 juin 2020
Sinistres	653	(624)
Litiges	(115)	(8)
Démantèlement, dépollution	346	(11)
Pertes à terminaison	244	(500)
Garanties	0	-
Autres pour Risques et Charges	(945)	(303)
Clients	(711)	(406)
Stocks	(100)	263
Autres actifs circulants	(170)	
Total des dotations et reprises de provisions	(798)	(1 589)

5.5. AUTRES PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2021	30 juin 2020
Production immobilisée	315	(205)
Subventions d'exploitation	90	31
Subventions d'investissement virées au compte de résultat	22	26
Produits de cession d'immobilisations	253	627
Autres produits d'exploitation ⁽¹⁾	1 647	654
Total autres produits	2 327	1 133
Valeur nette comptable des immobilisations cédées	(447)	(363)
Impôts et taxes	(2 004)	(1 822)
Autres charges d'exploitation	(773)	(657)
Total autres charges	(3 224)	(2 842)
Total autres produits et charges d'exploitation	(897)	(1 709)
Plus ou moins-value sur cession d'immobilisations	(194)	264

(1) La variation des autres produits d'exploitation s'explique principalement par l'indemnité reçue sur le litige avec un client minier (cf note 4)

5.6. AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPERATIONNELS

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2021	30 juin 2020
Frais de restructuration (1)	-	(205)
Autres frais (2)	(561)	(298)
Total autres produits et charges non courants	(561)	(503)

(1) Pour rappel en 2020, ces charges étaient liées à des dépenses de restructuration en Angleterre et en Italie.

(2) Les autres frais comprennent principalement des honoraires engagés dans le cadre des travaux de valorisation de l'offre publique et la conversion des parts fondateurs.

5.7. COÛT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET ET AUTRES PRODUITS ET CHARGES FINANCIERS

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2021	30 juin 2020
Produits de trésorerie et équivalents de trésorerie	-	-
Charges d'intérêts	(1 329)	(1 396)
Coût de l'endettement financier net	(1 329)	(1 396)
Pertes de change		(521)
Gains de change	410	-
Coût financier sur avantages au personnel («interest cost») (note 6.12)	(102)	(150)
Charge / (produit) de désactualisation des provisions (note 6.13) (1)	(1000)	(511)
Dividendes reçus de sociétés non consolidées	28	14
Dotations et reprises aux provisions financières	-	-
Autres charges financières	8	(6)
Autres produits financiers	85	137
Autres produits et charges financiers	(571)	(1 037)
Total du résultat financier	(1 900)	(2 433)

(1) La variation des charges de désactualisation est liée à des changements de taux d'actualisation des provisions démantèlement.

5.8. IMPOT SUR LES RESULTATS

La charge d'impôts sur le résultat s'analyse de la façon suivante :

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2021	30 juin 2020
(Charge) / produit d'impôts exigibles	(1 845)	(1 745)
(Charge) / produit d'impôts différés (note 6.11)	(1 019)	1 249
Total	(2 864)	(496)
Impôts reclassés en activités abandonnées	-	-
Charge (produit) d'impôt éliminé sur le tableau de flux de trésorerie	(2 864)	(496)

Rapprochement entre impôt théorique au taux légal d'imposition France et impôt effectif :

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2021	30 juin 2020
Résultat avant impôt et part du résultat des entreprises mises en équivalences	5 954	(19 685)
Taux d'imposition théorique en vigueur en France	26,50%	28,00%
Impôt théorique attendu	(1 578)	5 512
Déficits reportables de la période non activés	(1 545)	(1 782)
Déficits antérieurs non activés utilisés sur la période	1 192	74
(Désactivation) et ou activation des déficits sur la période	(1 028)	-
Incidence de la variation de taux (report variable)	358	(153)
Différentiel de taux sur résultat étranger	159	(525)
Autres différences (1)	(226)	(3 348)
Impôt comptabilisé	(2 667)	(222)
CVAE	(196)	(274)
Impôt compte de résultat	(2 864)	(496)

(1) Pour rappel, les autres différences étaient principalement composées des dépréciations sur les écarts d'acquisition pour un montant de (3 213) K€ qui ne sont pas déductibles.

Au 30 juin 2021, le Groupe a décidé de maintenir la limitation du montant des actifs d'impôt différé reconnu au titre des pertes de l'intégration fiscale française à 1 738 K€, soit l'impôt imputable sur les déficits antérieurs calculé sur le bénéfice prévisionnel des cinq prochaines années.

Au 30 juin 2021, le Groupe dispose au niveau de l'intégration fiscale en France d'un stock non-activé d'impôts différés de 12 827K€ au titre des déficits reportables.

Les taux d'impôt applicables sont les suivants :

Pays	Impôts différés 2021	30 juin 2021	31 décembre 2020
Belgique	25%	25%	25%
Burkina Faso	27,5%	27,5%	27,5%
Espagne	25%	25%	25%
France	25%	26,5%	28%
Royaume-Uni	25%	19%	19%
Guinée	30%	30%	30%
Irlande	12,5%	12,5%	12,5%
Italie	27,9%	27,9%	27,9%
Luxembourg	24,94%	24,94%	24,94%
Maroc	31%	31%	31%
Norvège	22%	22%	22%
Sénégal	30%	30%	30%
Suède	20,6%	20,6%	20,6%
Gabon	30%	30%	30%
Arabie Saoudite	20%	20%	20%
Cameroun	33%	33%	33%
Côte d'Ivoire	25%	25%	25%
Canada	25%	25%	25%

5.9. RESULTAT PAR ACTION

	30 juin 2021	30 juin 2020(2)
Au 1er janvier 2021	1 684 000	1 684 000
Actions propres au 1er janvier 2021	(161 020)	(161 020)
Conversion des parts fondateurs en actions ordinaires	65 332	65 332
Augmentation de capital	0	0
Nombre moyen d'actions ordinaires au 30 juin 2021 (1)	1 588 312	1 588 312
Résultat net par action ordinaire en €	3,57	(11,54)

(1) Compte tenu des opérations intervenues sur la fin de la période comme précisé dans la note 3, cela n'a pas eu d'impact sur le nombre moyen d'actions.

(2) Conformément à IAS 33 la colonne 30 juin 2020 a été ajustée de façon rétrospective pour prendre en compte les opérations intervenues sur le capital au premier semestre 2021.

6. NOTES RELATIVES A L'ÉTAT DE SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE

6.1. ECARTS D'ACQUISITION

En milliers d'euros	30 juin 2021	31 décembre 2020
Au 31 décembre 2020		
Valeur brute	31 934	32 299
Pertes de valeur cumulées	(24 151)	(10 635)
Valeur nette à l'ouverture	7 783	21 664
Acquisitions par voie de regroupement d'entreprises	-	-
Variations de périmètre	-	-
Ecart de conversion	158	(476)
Pertes de valeur enregistrées en résultat	-	(13 405)
Valeur nette à la clôture	7 941	7 783
Au 30 juin 2021		
Valeur brute	32 228	31 934
Pertes de valeur cumulées (1)	(24 287)	(24 151)
Valeur nette à la clôture	7 941	7 783

(1) Les pertes de valeurs cumulées concernent les UGT suivantes :

- UGT Démolition (4 774) K€
- UGT EUROPE (19 513) K€.

Test de perte de valeur – méthodologie.

Au 30 juin 2021, la revue des indices de pertes de valeur ne remet pas en cause les évaluations réalisées au 31 décembre 2020. En l'absence d'indice de perte de valeur, aucun test de valeur n'a été mis en œuvre et aucune dépréciation supplémentaire n'a donc été comptabilisée.

6.2. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

<i>En milliers d'euros</i>	Concessions, brevets, licences	Frais de développement	Droit au bail	Autres Immos incorp. & en cours	Total
Au 31 décembre 2020					
Valeurs brutes	4 433	1 204	37	1 026	6 700
Amortissements cumulés et dépréciations	(3 171)	(751)	-	(853)	(4 775)
Valeur nette au 31 décembre 2020	1 262	453	37	173	1 925
Variations de l'exercice					
Acquisitions	34	-	-	33	67
Variations de périmètre	-	-	-	-	-
Cession	(22)	-	-	-	(22)
Ecart de conversion	3	(2)	-	7	8
Amortissements et dépréciations	(27)	(28)	-	(26)	(81)
Pertes sur valeur	-	-	-	-	-
Reclassements	(10)	-	-	-	(10)
Valeur nette au 30 juin 2021	1 240	423	37	187	1 887
Au 30 juin 2021					
Valeurs brutes	4 438	1 202	37	1 066	6 743
Amortissements cumulés et dépréciations	(3 198)	(779)	-	(879)	(4 856)
Valeur nette au 30 juin 2021	1 240	423	37	187	1 887

6.3. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

<i>En milliers d'euros</i>	Terrains & constr.	Total ITMO (1)	Autres Immos corp.	Immos en cours et autres	Total
Au 31 décembre 2020					
Valeurs brutes	70 078	114 815	35 977	6 948	227 819
Amortissements cumulés et dépréciations	(26 521)	(81 044)	(27 570)	-	(135 134)
Valeur nette au 31 décembre 2020	43 556	33 771	8 407	6 948	92 683
Valeur nette au 1er janvier 2021	43 556	33 771	8 407	6 948	92 683
Variations de l'exercice					
Acquisitions	544	3 278	1 369	2 618	7 809
Variations de périmètre	-	-	-	-	-
Cessions	13	(226)	90	2	(121)
Ecart de conversion	469	775	69	152	1 465
Amortissements et dépréciations	(831)	(3 312)	(1 534)	-	(5 678)
Autres mouvements	78	22	(13)	(138)	(51)
Valeur nette au 30 juin 2021	43 828	34 310	8 344	9 582	96 064
Au 30 juin 2021					
Valeurs brutes	71 308	117 871	36 242	9 582	235 004
Amortissements cumulés et dépréciations	(27 480)	(83 561)	(27 899)	-	(138 940)
Valeur nette au 30 juin 2021	43 828	34 309	8 344	9 582	96 064

(1) Installations techniques, matériel et outillage.

Droits d'utilisation

<i>En milliers d'euros</i>	Droit d'utilisation immobilière	Droit d'utilisation ITMO	Autres droits corp.	Total
Valeur nette au 1er janvier 2021	7 229	14 027	6 199	27 455
Variations de l'exercice				
Acquisitions	239	1 283	1 343	2 865
Variations de périmètre	-	-	-	-
Cessions	-	(136)	(50)	(186)
Ecart de conversion	24	226	131	382
Amortissements et dépréciations	(754)	(2 372)	(1 392)	(4 518)
Autres mouvements	(142)	(321)	178	(285)
Valeur nette au 30 juin 2021	6 597	12 707	6 410	25 713
Au 1er janvier 2021				
Valeurs brutes	9 972	38 684	15 464	64 120
Amortissements cumulés et dépréciations	(3 375)	(25 978)	(9 054)	(38 407)
Valeur nette au 30 juin 2021	6 597	12 707	6 410	25 713

Réconciliation des « Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles » des notes 6.2 et 6.3 avec le Tableau de flux de trésorerie

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2021	30 juin 2020
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	67	29
Acquisitions d'immobilisations corporelles	7 809	6 605
	7 876	6 634
Elimination des acquisitions d'immo. en contrats de location	-	-
Variation des dettes sur acquisitions d'immo. corporelles et incorporelles	(108)	(184)
	(108)	(184)
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles – Tableau de Flux de Trésorerie	7 768	6 450

6.4. PARTICIPATION DANS LES MISES EN EQUIVALENCE

Le Groupe détient des participations dans sept co-entreprises : Kemek, Kemek US, Modern Chemical Services, EPC-B SCRL, Nitrokemine Guinée, Société de Minage en Guinée (maison mère de Nitrokemine Guinée) et Arabian Explosives.

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2021	31 décembre 2020
Valeur à l'ouverture	24 508	23 352
Quote-part du résultat	2 953	4 025
Ecart de conversion	601	(1 574)
Dividendes (1)	(220)	(1 500)
Variation de périmètre	-	-
Ecart actuariels net d'impôts différés	83	191
Autres variations	53	18
Valeur à la clôture	27 978	24 511

(1) La variation de dividendes en 2021 est due à la distribution de dividende de Nitrokemine en Guinée.

6.4.1. Réconciliation des « dividendes reçus des co-entreprises » avec le Tableau de flux de trésorerie

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2021	30 juin 2020
Dividendes distribués par les co-entreprises	220	-
Variation des créances sur dividendes à recevoir	(220)	-
Dividendes reçus – Tableau de Flux de Trésorerie	-	-

6.5. AUTRES ACTIFS FINANCIERS NON COURANTS

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2021	31 décembre 2020
Titres de participation	1 326	1 295
Provisions sur titres de participation	(896)	(896)
Valeur nette des titres de participation	430	399
Créances rattachées à des participations (1)	728	728
Prêts non courants	-	12
Divers (2)	2 996	930
Autres actifs financiers – valeur brute	3 724	1 670
Provisions	-	-
Autres actifs financiers – valeur nette	3 724	1 670
Total autres actifs financiers non courants	4 154	2 069

(1) Les créances rattachées à des participations sont liées aux avances de trésorerie effectuées à Kemek US 728 K€.

(2) Les divers comprennent 2.000 K€ de dépôt bancaire mis en gage par la filiale EPCapRé pour l'émission de garantie.

Détail des titres de participation non consolidés

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2021	31 décembre 2020
Corse Confortement Foration Minage	27	27
Siciex	54	54
EPC Explo Congo (1)	0	0
ADEX	8	8
ADEX TP	2	2
Blasting Services	0	0
EDSL	0	0
Exchem Explosives ltd	0	0
Exchem Defence Systems Ltd	0	0
Exchem Transports Ltd	0	0
EPC Servicios Peru	38	38
EPC Andina	1	1
EPC Cameroun Services	23	23
EPC Mali	1	1
EPC Libéria	0	0
EPC Japan Corporation	235	235
Explo NC	5	5
EPC Singapore	32	-
Santos De Cunha 7 (société en cours de liquidation)	0	0
GRN	5	5
Valeur nette des titres de participation	430	399

(1) La société EPC Explo Congo a été mise en sommeil le 10 février 2021

Ces titres de participation ne sont pas consolidés dans la mesure où les contributions de ces sociétés sont non significatives.

Instruments financiers dérivés

Au cours de l'exercice 2020, le groupe EPC a souscrit à de nouveaux instruments financiers dérivés destinés à couvrir des avances en compte courant de GBP en EUR et de USD à EUR. Au 30 juin 2021, la juste valeur de ces instruments financiers dérivés est de 2 K€.

6.6. STOCKS ET EN COURS

<i>En milliers d'euros</i>	Matières premières et autres appro.	En-cours de biens et services	Produits intermédiaires	Marchandises	Total
Au 31 décembre 2020					
Valeurs brutes	12 866	651	3 868	13 307	30 692
Provisions cumulées	(562)	-	(76)	(666)	(1 304)
Valeur nette au 31 décembre 2020	12 304	651	3 792	12 641	29 387
Variations de l'exercice					
Mouvements de BFR	1 626	136	619	(74)	2 308
Dotations nettes aux provisions	26	-	1	(127)	(100)
Ecart de conversion	290	2	28	210	529
Autres	-	-	-	-	-
Valeur nette au 30 juin 2021	14 246	789	4 440	12 650	32 124
Au 30 juin 2021					
Valeurs brutes	14 790	789	4 517	13 473	33 568
Provisions cumulées	(544)	-	(77)	(823)	(1 444)
Valeur nette au 30 juin 2021	14 246	789	4 440	12 650	32 124

6.7. CLIENTS ET AUTRES DEBITEURS

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2021	31 décembre 2020
Avances et acomptes	1 086	1 040
Créances clients	117 735	109 116
Autres créances (1)	2 604	2 192
Créances fiscales – hors IS	12 755	9 734
Comptes courants (2)	14 864	14 347
Dividendes à recevoir	224	4
Autres	515	363
Total des créances brutes	149 783	136 796
Dépréciation clients et comptes rattachés	(13 745)	(12 886)
Dépréciation des comptes courants et autres	(14 978)	(14 978)
Autres dépréciations	(250)	(80)
Total des dépréciations	(28 973)	(27 944)
Total des clients et autres débiteurs	120 810	108 852

(1) Les autres créances incluent notamment 719K€ d'actifs liés au sur-financement du régime Art.39.

(2) Les comptes courants comprennent principalement un compte courant pour 14,8 M€, entièrement provisionné relatif à la société STIPS TI, en cours de liquidation judiciaire.

6.8. TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2021	31 décembre 2020
VMP – Equivalents de trésorerie	-	-
Disponibilités	14 057	19 329
Total trésorerie et équivalents de trésorerie	14 057	19 329
Découverts bancaires (note 6.10.2)	(1 769)	(3 127)
Total trésorerie nette	12 288	16 202
Trésorerie reclassée en actifs/passifs destinés à être cédés	-	-
Total de la trésorerie nette des actifs/passifs destinés à être cédés	12 288	16 202

Le Groupe dispose de lignes disponibles dans les filiales, auxquels il faut rajouter 5,8 M€ de ligne de crédit disponible sur des créances cédées à CGA (factor) mais non mobilisées au 30 juin 2021, un solde disponible sur la ligne RCF est de 22 M€, et diverses lignes de découvert non utilisées sur EPC SA de 3,7 M€.

6.9. CAPITAL

6.9.1. *Actions*

	Nombre d'actions	Nombre de parts de fondateurs	Total du capital (en K€)
Au 31 décembre 2020	168 400	29 473	5 220
Division de la valeur nominale des actions ordinaires par dix	1 684 000		
Conversion des parts fondateurs en actions ordinaires	391 991	(29 473)	1 215
Augmentation de capital	186 839		579
Au 30 juin 2021	2 262 830	(29 473)	7 015

Le 17 mars 2021, la société a convoqué l'assemblée générale des actionnaires pour statuer à titre extraordinaire sur les opérations suivantes :

- La division de la valeur nominale avec effet le 3 mai 2021 des 168 400 actions ordinaires par dix.
- La conversion le 28 mai 2021 des 29 473 parts de fondateurs en 391.991 actions ordinaires de 3.10€ chacune.
- Une augmentation de capital en date du 30 juin 2021 de 579 K€ par émission de 186 839 actions ordinaires de valeur nominale de 3.10 €

6.9.2. *Dividendes par action*

Au cours du premier semestre 2021, le groupe n'a procédé à aucune distribution de dividendes.

6.10. DETTES FINANCIERES

6.10.1. Dettes financières non courantes

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2020	Augmentation	Diminution	Variations de périmètre	Reclassement courant/ non courant	Juste valeur	Autres	30 juin 2021
Emprunts obligataires	14 926	16	-	-	-	-	-	14 942
Emprunts bancaires	34 171	526	-	-	(3 238)	-	289	31 748
Instruments de couverture de taux	-	-	-	-	-	-	-	-
Total dettes financières non courantes	49 097	542	-	-	(3 238)	-	289	46 690

6.10.2. Dettes financières courantes

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2020	Augmentation	Diminution	Reclassement courant/ non courant	Autres	30 juin 2021
Emprunts obligataires	-	-	-	-	-	-
Emprunts bancaires	13 946	3 105	(4 104)	3 269	6	16 222
Utilisation de lignes de crédits renouvelables	1 318	-	-	-	(71)	1 247
Instruments de couverture de taux	4	-	-	-	-	4
Mobilisation de créances	2 052	5 309	-	-	151	7 512
Autres emprunts et dettes assimilées	255	-	(257)	78	8	84
Intérêts courus sur emprunt	586	205	(528)	-	-	263
Total dettes financières courantes hors découverts bancaires	18 161	8 619	(4 889)	3 347	94	25 332
Découverts bancaires	3 127	2	(1 366)	-	6	1 769
Total dettes financ. courantes	21 288	8 621	(6 255)	3 347	100	27 101

Dettes de location

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2020	Augmentation	Diminution	Variations de périmètre	Reclassement courant/ non courant	Autres	30 juin 2021
Dettes de location non courantes	16 402	2 014	-	-	(3 707)	87	14 797
Dettes de location courantes	8 440	861	(4 718)	-	3 632	59	8 273
Total dettes de location	24 842	2 875	(4 718)	-	(75)	146	23 070

6.10.3. Réconciliation des « émissions / remboursements d'emprunts » avec le Tableau de flux de trésorerie

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2021	30 juin 2020
Augmentation des dettes financières non courantes	542	5 121
Augmentation des dettes financières courantes	8 619	1 028
Retraitement de la variation des intérêts courus	(205)	(246)
Retraitement de la variation des dettes sur location financement	-	0
Augmentation des dettes de location	-	-
Emission d'emprunts – Tableau de Flux de Trésorerie	8 956	5 903
Diminution des dettes financières courantes	(4 889)	(6 708)
Retraitement de la variation des intérêts courus	528	559
Diminution des dettes de location	(4 718)	(4 673)
Remboursement d'emprunts – Tableau de Flux de Trésorerie	(9 079)	(10 822)

6.11. IMPOTS DIFFERES AU BILAN

Les mouvements d'impôts différés sont les suivants :

<i>En milliers d'euros</i>	Provisions dépollution décontamination et démantèlement	Avantages au personnel	Autres (1)	Total
Au 31 décembre 2020	2 792	3 174	2 037	8 004
Enregistré au compte de résultat (note 5.8)	508	(225)	(1 302)	(1 019)
Enregistré en capitaux propres	-	(163)	109	(54)
Différences de change	78	87	(6)	159
Au 30 juin 2021	3 378	2 873	838	7 090

(1) Dont 1 028 K€ concernant la désactivation des impôts différés de EPC Espagne

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2021	31 décembre 2020
Impôts différés actifs	8 597	9 274
Impôts différés passifs	(1 507)	(1 270)
Impôts différés nets	7 090	8 004

6.12. PROVISIONS POUR AVANTAGES AUX SALARIES

En milliers d'euros	30 juin 2021					31 décembre 2020				
	France (1)	Grande-Bretagne (2)	Italie (3)	Autres	Total	France (1)	Grande-Bretagne (2)	Italie (3)	Autres	Total
Valeur nette comptable à l'ouverture	5 271	13 234	693	255	19 453	4 311	12 760	731	203	18 005
Coût des services rendus au cours de l'exercice	295	-	12	-	307	358	2	22	-	382
Coût financier (note 5.7)	14	85	3	-	102	20	232	3	-	255
Ecart actuariels reconnus en capitaux propres	(255)	(3 159)	4	-	(3 410)	751	2 078	7	-	2 836
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Cotisations versées	(194)	(606)	(28)	27	(801)	(127)	(1 138)	(70)	44	(1 291)
Prestations servies	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Ecart de conversion	-	588	-	-	588	-	(697)	-	(1)	699
Reclassement Actif financier en passif financier	-	-	-	-	-	(42)	(1)	-	-	(43)
Autres mouvements ⁽¹⁾	-	-	-	-	-	-	-	-	8	8
Valeur nette comptable à la clôture	5 131	10 142	684	282	16 239	5 271	13 234	693	254	19 453
Valeur actuelle des obligations partiellement ou totalement financées	-	62 380	-	305	62 685	-	63 705	-	278	63 983
Juste valeur des actifs du régime	-	(52 238)	-	(23)	(52 261)	-	(50 471)	-	(23)	(50 494)
Obligations partiellement ou totalement financées par EPC	-	10 142	-	282	10 424	-	13 234	-	255	13 489
Valeur actuelle des obligations non financées	5 131	-	684	-	5 815	5 271	-	693	-	5 964
Actif de retraite reclassé en actif financier	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Passif net	5 131	10 142	684	282	16 239	5 271	13 234	693	255	19 453

Hypothèses actuarielles	30 juin 2021			
	France (1)	Grande-Bretagne (2)	Italie (3)	Autres
Taux d'actualisation	0,80%	1,80%	0,74%	n.d.
Taux d'augmentation des salaires	1,50%	N/A	3,00%	n.d.
Taux d'inflation	1,50%	2,30%	1,25%	n.d.

Hypothèses actuarielles	31 décembre 2020			
	France (1)	Grande-Bretagne (2)	Italie (3)	Autres
Taux d'actualisation	0,40%	1,30%	0,34%	n.d.
Taux d'augmentation des salaires	1,50%	N/A	3,00%	n.d.
Taux d'inflation	1,50%	2,00%	0,75%	n.d.

Ventilation des actifs du régime

Actions	N/A	37%	N/A	n.d.
Obligations	N/A	28%	N/A	n.d.
Immobilier	N/A	0%	N/A	n.d.
Autres	N/A	35%	N/A	n.d.

Actions	N/A	37%	N/A	n.d.
Obligations	N/A	31%	N/A	n.d.
Immobilier	N/A	0%	N/A	n.d.
Autres	N/A	31%	N/A	n.d.

- (1) Les provisions pour avantage aux salariés des sociétés françaises comprennent les indemnités de fin de carrière des salariés ainsi que, pour la société mère EPC, un régime de retraite souscrit dans le cadre de l'article 39 du code général des impôts, par lequel la société garantit le niveau futur des prestations définies dans l'accord
- (2) La provision pour avantage aux salariés d'EPC UK correspond à une provision prévue dans le cadre d'un régime à prestations définies fonctionnant comme un fonds de pension.
- (3) Les provisions pour avantage aux salariés des sociétés italiennes correspondent à une provision prévue dans le cadre d'un régime à prestations définies. Il s'agit du régime des TFR, système de rémunération différée, éligible IAS 19R

6.13. AUTRES PROVISIONS

<i>En milliers d'euros</i>	Démant. Décontam. Dépol.	Provisions sur Contrats	Autres (1)	Total
Au 31 décembre 2020	12 819	834	8 487	22 140
Provisions supplémentaires	3	1 017	2 232	3 252
Reprises	(349)	(1 261)	(1 831)	(3 441)
Variation du montant actualisé (effet temps et modification du taux)	1 000	-	-	1 000
Ecart de conversion	375	-	30	405
Au 30 juin 2021	13 848	594	8 918	23 360

(1) Les autres provisions pour risques et charges correspondent essentiellement aux risques de l'activité courante du Groupe (litiges commerciaux et prud'homaux, franchises sur les sinistres assurés).

Détail des autres provisions entre non courant et courant

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2021	31 décembre 2020
Non courant	20 763	19 555
Courant	2 597	2 585
Total	23 360	22 140

6.14. FOURNISSEURS ET AUTRES CREDITEURS

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2021	31 décembre 2020
Dettes fournisseurs	61 825	63 187
Avances et acomptes reçus sur commandes	5 359	4 466
Dettes sociales	11 347	11 710
Dettes fiscales	20 076	17 822
Autres dettes	7 073	9 598
Total	105 680	106 783

6.15. BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT

Le besoin en fonds de roulement s'analyse comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	Variations du BFR & provisions courantes	
	30 juin 2021	30 juin 2020
Stocks et en cours	(2 307)	(2 228)
Clients et autres débiteurs	(12 768)	3 604
Provisions sur actifs circulant	982	
Autres actifs long terme	-	(48)
Autres actifs courants	(2 359)	(1 511)
Sous total	(16 452)	(183)
Fournisseurs et autres créditeurs	(1 930)	5 384
Autres passifs long terme	689	(69)
Autres passifs courants	170	(1 388)
Sous total	(1 071)	3 927
Besoin en fonds de roulement	(17 523)	3 744

La croissance forte de l'activité a entraîné une forte augmentation du poste client. Par ailleurs, la situation exceptionnelle des comptes fournisseurs et autres créditeurs à la clôture de décembre 2020 (surfinancement sur certains contrats notamment dans la démolition) est revenue à la normale fin juin 2021.

6.16. ACTIFS DESTINES A ETRE CEDES

Néant

6.17. ENGAGEMENTS FINANCIERS

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2021	31 décembre 2020
Effets escomptés non échus	-	-
Avals et cautions ⁽¹⁾	20 242	22 401
Garanties d'actif et de passif	-	-
Hypothèques et nantissements	8 901	8 808
Total des garanties données	29 143	31 209

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2021	31 décembre 2020
Effets escomptés non échus	221	304
Avals et cautions	3 586	3 341
Autres	0	0
Total des garanties reçues	3 807	3 645

(1) dont garantie portant sur les sociétés mises en équivalence de 3 103 K€

La ligne Avals et Caution ne concerne que les cautions de marché.

7. INFORMATION RELATIVE AUX PARTIES LIEES

7.1. CONTROLE

Le Groupe EPC est contrôlé par la société 4 Décembre. Cette dernière détient 0.14% d'EPC SA et 100% de la société EJ Barbier qui détient elle-même 56.33 % d'EPC SA.

4 Décembre dépose ses états financiers au greffe du tribunal de commerce de Nanterre.

7.2. RELATION AVEC LES FILIALES

Les transactions entre la société mère et ses filiales, qui sont des parties liées, ont été éliminées en consolidation et ne sont pas présentées dans ces notes.

7.3. TRANSACTIONS AVEC DES PARTIES LIEES

Le Groupe entretient des relations avec les parties liées suivantes :

- EJ.Barbier, maison mère d'EPC SA ;
- Adex et Adex Services filiales détenues majoritairement par EJ.Barbier.

Au cours du premier semestre 2021, les relations entre le Groupe EPC et les sociétés liées sont restées en ligne avec la progression de l'activité. Aucune transaction non courante, par sa nature, n'est intervenue au cours de cette période.

8. EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

8.1. CREATION DE TROIS NOUVELLES IMPLANTATIONS

EPC a continué à développer son implantation internationale à travers l'ouverture de trois nouvelles filiales :

EPC Chili a été créée en Août 2021 en partenariat avec des partenaires chiliens minoritaires. Cette société a pour vocation d'offrir des services aux clients présents sur ce marché clé dans le secteur minier au niveau mondial en s'appuyant sur les expertises combinées (humaines et logiciel), d'EPC et ses partenaires chiliens

EPC a créé deux filiales en Asie, une à Singapour (**EPC Singapore**) l'autre à Hong-Kong (**EPC HK**) pour renforcer sa présence sur la zone Asie en disposant d'une base juridique autonome. Les licences nécessaires à leur démarrage effectif sont en cours d'obtention.

8.2. MISE EN REDRESSEMENT JUDICIAIRE D'UN IMPORTANT CLIENT MAROCAIN

Un important client marocain du Groupe a été mis en redressement judiciaire de 15 juillet 2021. Cette société qui est un client historique était également client d'EPC dans plusieurs pays africains (Côte d'Ivoire, Sénégal). Voyant venir les difficultés de cette entreprise, des efforts ont été déployés à tous niveaux pour réduire les encours de crédit.

Il restait néanmoins des encours significatifs (1,3M€) au 30 juin qui ont été intégralement provisionnés.

8.3. PROLONGATION DE 3 ANS DU CONTRAT CBG EN GUINEE.

La Compagnie des Bauxites de Guinée en accord avec son actionnaire Alcoa a décidé de prolonger pour 3 ans (soit jusqu'en juin 2026) le contrat de forage minage du groupe EPC sur la Mine de Sangaredi.

Cette prolongation est un signe de confiance de ce client minier majeur qui s'inscrit dans une trajectoire d'augmentation de sa production. Le contexte est particulièrement favorable pour le marché de la Bauxite matière première de l'aluminium.

Cette prolongation va également permettre à nos filiales Nitrokémine et Nitrokemfor Guinée de financer dans les meilleures conditions le renouvellement des équipements de production et de forage.

Société Anonyme d'Explosifs et de Produits Chimiques

**Rapport des commissaires aux comptes
sur l'information financière semestrielle**

(Période du 1er janvier 2021 au 30 juin 2021)

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

(Période du 1er janvier 2021 au 30 juin 2021)

Aux Actionnaires

Société Anonyme d'Explosifs et de Produits Chimiques

1 Terrasse Bellini
92935 Paris La Défense Cedex

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, et en application de l'article L. 451-1-2 III du code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société Société Anonyme d'Explosifs et de Produits Chimiques, relatifs à la période du 1er janvier 2021 au 30 juin 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

La crise mondiale liée à la pandémie de Covid-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre de nos travaux.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I - Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34, norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

II - Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Fait à Neuilly-Sur-Seine et Paris, le 29 septembre 2021

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

BDO Paris Audit & Advisory

Christophe Drieu

Audrey Leroy

**Attestation du responsable du rapport semestriel
d'activité**

Paris le 29 Septembre 2021,

Nous attestons qu'à notre connaissance, les comptes consolidés semestriels résumés au 30 juin 2021 du Groupe EPC sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Le Président Directeur-général

Le Directeur Financier

Olivier Obst

Charles-Ernest Armand